

# Emploi, rémunération et heures de travail, et postes vacants, octobre 2022

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le jeudi 22 décembre 2022

Le nombre d'employés recevant une rémunération ou des avantages sociaux de leur employeur, appelés « employés salariés » dans le cadre de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, a peu varié en octobre (-5 400), après avoir augmenté de 96 400 (+0,5 %) en septembre.

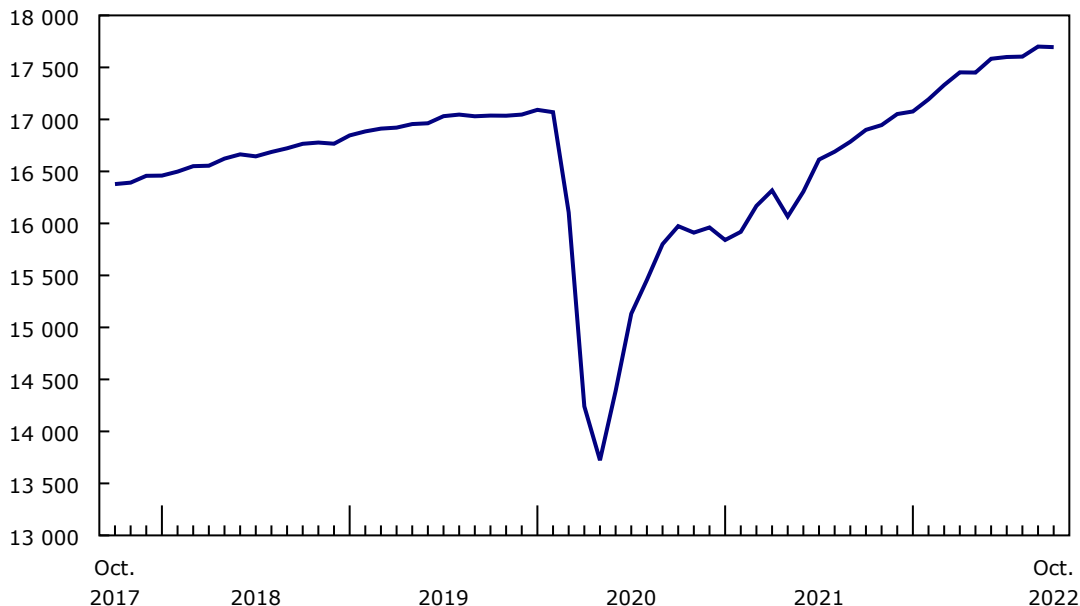
## Les baisses observées dans le secteur des biens atténuent la croissance enregistrée dans le secteur des services

Le nombre d'emplois salariés dans le secteur des services (+9 800; +0,1 %) a augmenté pour le cinquième mois consécutif en octobre. Les hausses observées dans les administrations publiques (+6 700; +0,5 %) et dans les services professionnels, scientifiques et techniques (+6 500; +0,5 %) ont été partiellement contrebalancées par les baisses enregistrées dans les arts, les spectacles et les loisirs (-3 500; -1,2 %) ainsi que dans les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissement (-2 600; -0,3 %).

Parallèlement, le nombre d'emplois salariés dans le secteur des biens a reculé de 4 000 (-0,1 %) en octobre, après avoir augmenté de 21 000 (+0,7 %) en septembre. La fabrication (-2 000; -0,1 %) et la construction (-1 100; -0,1 %) ont enregistré des baisses, tandis que les trois autres secteurs producteurs de biens ont connu peu de variation.

### Graphique 1 L'emploi salarié varie peu en octobre

emploi salarié (milliers)



Source(s) : Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2612), tableau 14-10-0220-01.



---

## L'emploi salarié augmente dans les services professionnels, scientifiques et techniques en octobre

L'emploi salarié dans les services professionnels, scientifiques et techniques a progressé de 6 500 (+0,5 %) en octobre, ce qui représente un rythme de croissance plus lent que celui observé en septembre (+7 700; +0,6 %). Parmi les provinces, cinq ont enregistré des augmentations mensuelles, et la majeure partie des hausses s'est concentrée en Ontario (+3 400; +0,7 %), en Colombie-Britannique (+1 600; +0,8 %) et au Québec (+1 000; +0,4 %). Parallèlement, peu de variation a été enregistrée au Manitoba et en Saskatchewan.

À l'échelle nationale, six des neuf industries de ce secteur ont affiché des hausses de l'emploi salarié en octobre, et c'est dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes (+4 400; +1,2 %) ainsi que l'architecture, le génie et les services connexes (+1 600; +0,7 %) que les augmentations les plus prononcées ont été enregistrées. Depuis septembre 2021, l'emploi salarié dans la conception de systèmes informatiques et les services connexes a dépassé le taux de croissance du secteur.

## L'emploi salarié dans les administrations publiques progresse pour un quatrième mois consécutif

Le nombre d'emplois salariés dans les administrations publiques (+6 700; +0,5 %) a augmenté pour un quatrième mois consécutif en octobre 2022, ce qui a porté la hausse totale à 31 200 (+2,6 %) depuis juillet de la même année. Parmi les provinces, cinq ont affiché des hausses mensuelles de l'emploi salarié, et les augmentations les plus marquées ont été enregistrées par la Colombie-Britannique (+1 400; +1,0 %) et l'Alberta (+800; +0,8 %).

À l'échelle nationale, des hausses ont été observées dans les administrations publiques provinciales et territoriales (+3 100; +1,0 %) et dans l'administration publique fédérale (+1 800; +0,5 %) en octobre, tandis que peu de variation a été observée dans les administrations publiques locales, municipales et régionales ainsi que dans les administrations publiques autochtones.

En octobre, l'emploi salarié dans les administrations publiques a progressé de 47 800 (+4,0 %) par rapport à un an plus tôt. Parmi les provinces, neuf ont enregistré des hausses sur 12 mois, et ce sont l'Ontario (+13 700; +3,1 %) et le Québec (+11 200; +4,1 %) qui ont affiché les augmentations les plus prononcées. La Saskatchewan a, quant à elle, connu peu de variation. À l'échelle nationale, l'administration publique fédérale (+20 700; +5,9 %) a affiché la plus forte hausse sur 12 mois de l'emploi salarié dans le secteur en octobre.

## L'emploi salarié baisse dans les arts, les spectacles et les loisirs

Le nombre d'emplois salariés dans les arts, les spectacles et les loisirs a diminué de 3 500 (-1,2 %) en octobre. La baisse s'est concentrée au Québec (-3 300; -5,1 %) et en Ontario (-2 200; -2,0 %), mais elle a été modérée par la hausse survenue en Colombie-Britannique (+1 100; +2,3 %).

Par rapport à un an plus tôt, l'emploi salarié dans le secteur a augmenté de 11,7 % (+31 000) en octobre. Malgré la hausse, l'emploi salarié était en baisse de 6,5 % par rapport à son niveau pré-pandémie, ce qui représente un écart plus prononcé qu'en septembre (-5,3 %). Les compagnies d'arts d'interprétation (-24,8 %) ainsi que les jeux de hasard et les loteries (-15,6 %) étaient les plus éloignés de leurs niveaux observés en février 2020. Le secteur des arts, des spectacles et des loisirs est l'un des sept secteurs qui ne sont toujours pas revenus à leur niveau pré-pandémie de l'emploi salarié.

## La croissance sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne augmente en octobre

La rémunération hebdomadaire moyenne a progressé de 3,4 % sur 12 mois en octobre pour atteindre 1 172 \$, ce qui représente un rythme de croissance plus prononcé que celui affiché en septembre (+3,1 %). Bien que toutes les provinces aient enregistré des augmentations de la rémunération hebdomadaire moyenne sur 12 mois, ce sont le Nouveau-Brunswick (+6,1 % pour atteindre 1 068 \$) et Terre-Neuve-et-Labrador (+5,8 % pour atteindre 1 165 \$) qui ont affiché les hausses les plus marquées en octobre. Parallèlement, une croissance plus faible a été observée en

---

Saskatchewan (+2,2 % pour atteindre 1 144 \$), en Ontario (+2,6 % pour atteindre 1 201 \$) et en Colombie-Britannique (+2,8 % pour atteindre 1 169 \$). La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne peut s'expliquer par divers facteurs, y compris les variations des salaires et les changements dans la composition de l'emploi et le nombre d'heures travaillées.

En octobre, la rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur des biens a augmenté de 5,2 % par rapport à un an plus tôt, en légère hausse par rapport à septembre (+5,1 %). Les augmentations enregistrées dans la fabrication (+5,9 % pour atteindre 1 251 \$) et dans la construction (+3,8 % pour atteindre 1 454 \$) ont été contrebalancées en partie par le ralentissement de la croissance observé dans les services publics (+2,9 % pour atteindre 2 033 \$).

La croissance générale sur 12 mois de la rémunération hebdomadaire moyenne en octobre a été modérée par le ralentissement de la croissance observé dans le secteur des services (+3,0 %). Les fortes hausses sur 12 mois enregistrées dans le commerce de gros (+6,6 % pour atteindre 1 419 \$) et dans les services immobiliers et les services de location et de location à bail (+6,3 % pour atteindre 1 264 \$) ont été atténuées par le recul survenu dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle (-5,2 % pour s'établir à 1 567 \$) et par le ralentissement de la croissance observé dans les administrations publiques (+2,1 % pour atteindre 1 515 \$) et dans les soins de santé et l'assistance sociale (+2,4 % pour atteindre 1 031 \$).

### **Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine diminue en octobre**

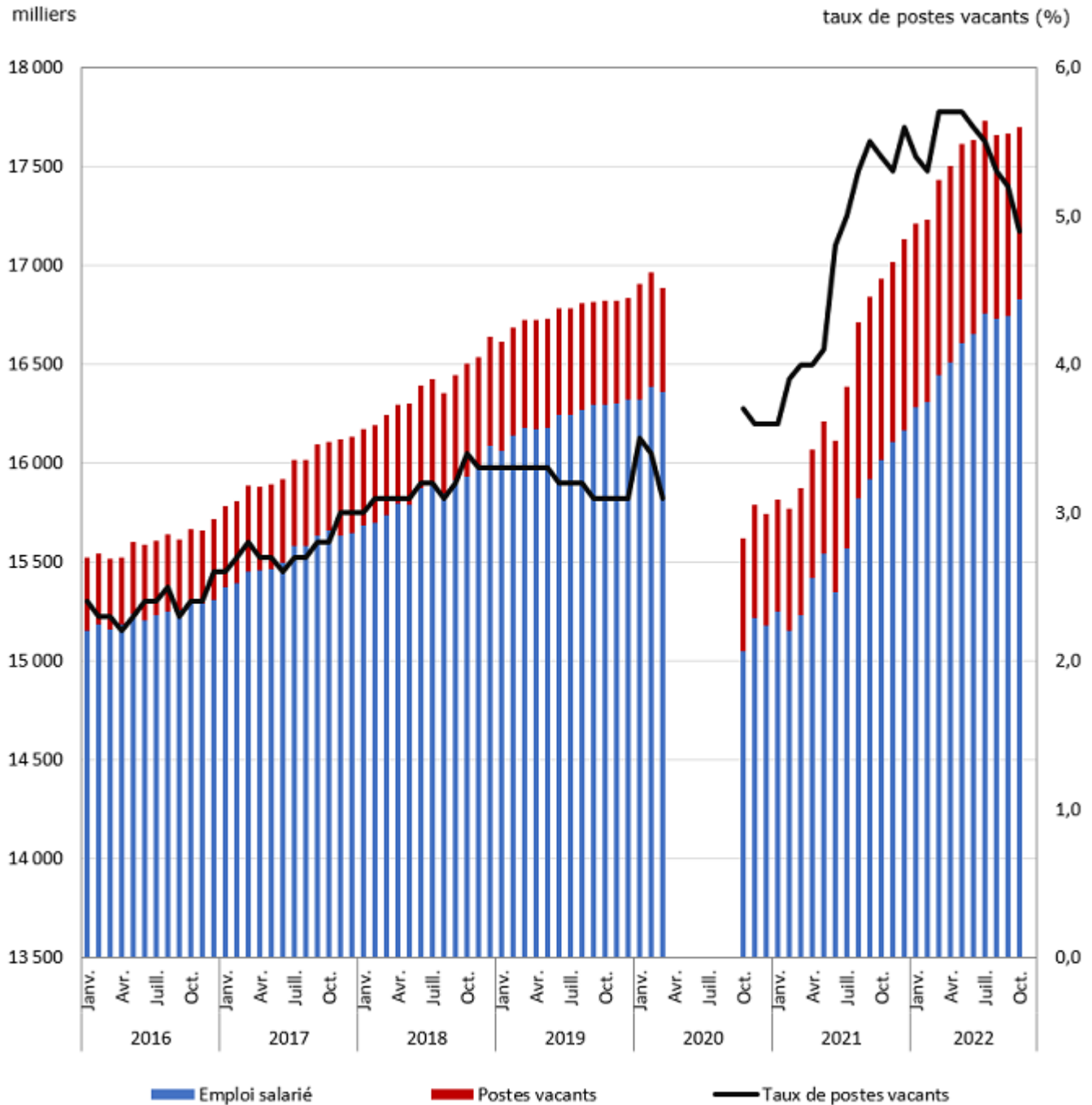
Le nombre moyen d'heures travaillées par semaine en octobre était en baisse de 0,3 % (pour s'établir à 33,2 heures) par rapport à un mois plus tôt et de 0,9 % par rapport à octobre 2021. Les services d'hébergement et de restauration ont affiché les plus fortes baisses mensuelles (-1,3 %) et sur 12 mois (-4,5 %) en octobre 2022.

### **Le nombre de postes vacants s'établit à son plus bas niveau en 15 mois**

Dans l'ensemble des secteurs, le nombre de postes vacants a diminué de 44 300 (-4,8 %) pour s'établir à 871 300 en octobre; il s'agit d'une deuxième baisse mensuelle statistiquement significative depuis le sommet (1 001 800) atteint en mai 2022 et du plus bas niveau observé depuis août 2021. (Les données à l'échelle nationale et selon le secteur de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires [EPVS] menée mensuellement sont désaisonnalisées.)

La baisse observée de septembre à octobre 2022 est principalement attribuable à la construction (-17 200; -20,4 %) ainsi qu'aux services administratifs, aux services de soutien, aux services de gestion des déchets et aux services d'assainissement (-11 000; -19,9 %). Aucun secteur n'a affiché une augmentation statistiquement significative de son nombre de postes non pourvus, bien que le nombre de postes vacants soit demeuré près des niveaux records dans les soins de santé et l'assistance sociale.

**Infographie 1 – Le nombre de postes vacants baisse depuis mai 2022**



**Note(s) :** La collecte des données de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires a été suspendue pour les deuxième et troisième trimestres de 2020. Par conséquent, les données pour ces périodes de référence ne sont pas disponibles. Les données sont désaisonnalisées.

**Source(s) :** Enquête sur les postes vacants et les salaires (5217), tableau 14-10-0400-01.

---

Le taux de postes vacants, qui correspond au nombre de postes vacants en proportion de la demande de main-d'œuvre totale (la somme des postes occupés et vacants), s'est établi à 4,9 % en octobre. Il s'agit du niveau le plus bas depuis juin 2021.

On comptait 1,2 chômeur pour chaque poste vacant en octobre 2022, en hausse par rapport au creux de 1,0 chômeur enregistré en juin, mais en baisse par rapport à 2,0 chômeurs en février 2020, avant la pandémie.

### **Le nombre de postes vacants diminue dans la construction et dans trois autres secteurs**

Le nombre de postes vacants dans la construction a reculé de 17 200 (-20,4 % pour se chiffrer à 67 400) en octobre. Le taux de postes vacants dans le secteur s'est établi à 5,6 % en octobre, un pourcentage en baisse par rapport au sommet de 7,1 % atteint en avril, mais tout de même supérieur au taux de postes vacants prépandémie de 3,9 % enregistré en février 2020.

Le nombre de postes vacants a aussi diminué dans les services administratifs, les services de soutien, les services de gestion des déchets et les services d'assainissements (-11 000; -19,9 %), dans les « autres services » (-5 600; -14,6 %) ainsi que dans l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse (-3 500; -27,7 %) en octobre.

### **Le nombre de postes vacants demeure élevé dans les soins de santé et l'assistance sociale**

Le nombre de postes vacants dans les soins de santé et l'assistance sociale s'est établi à 151 200 en octobre; il s'agit du niveau le plus élevé de tous les secteurs et d'un nombre presque inchangé par rapport au sommet de 152 800 atteint en juillet. Par rapport à un an plus tôt, le taux de postes vacants dans le secteur était en hausse (+0,9 point de pourcentage pour atteindre 6,3 %) en octobre, car la croissance du nombre de postes vacants au cours de la période (+27 600; +22,3 %) a dépassé la croissance de l'emploi salarié (+69 300; +3,2 %). À titre de comparaison, le taux de postes vacants était de 3,5 % en février 2020, avant la pandémie.

### **Le nombre de postes vacants demeure stable dans les services d'hébergement et de restauration; le commerce de détail; la fabrication et les services professionnels, scientifiques et techniques**

Le nombre de postes vacants dans les services d'hébergement et de restauration a peu varié par rapport à septembre pour s'établir à 120 600 en octobre. Par rapport à un an plus tôt, l'emploi salarié dans le secteur a progressé de 12,2 % (+136 300) en octobre, tandis que le nombre de postes vacants a diminué de 21,8 % (-33 600). Ces variations ont fait diminuer le taux de postes vacants dans le secteur, qui est passé de 12,1 % en octobre 2021 à 8,8 % en octobre 2022.

Par rapport à un mois plus tôt, le nombre de postes vacants a peu varié en octobre dans tous les autres secteurs, y compris le commerce de détail (94 600 postes vacants), la fabrication (72 500) et les services professionnels, scientifiques et techniques (63 300).

### **Le nombre de postes vacants recule dans quatre provinces**

Le nombre de postes vacants a diminué en Ontario (-36 700; -9,8 %), au Québec (-25 900; -10,6 %), en Colombie-Britannique (-23 500; -14,8 %) et en Saskatchewan (-3 200; -12,0 %) en octobre. Terre-Neuve-et-Labrador est la seule province qui a enregistré une hausse du nombre de postes vacants (+1 900; +29,4 %). Malgré ces variations, Terre-Neuve-et-Labrador est demeurée la province affichant le plus faible taux de postes vacants (3,9 %), tandis que la Colombie-Britannique (5,3 %) et le Québec (5,3 %) ont continué d'afficher les taux les plus élevés. (Les données selon la province sont non désaisonnalisées.)

## Objectifs liés au développement durable

Le 1er janvier 2016, des pays du monde entier ont officiellement commencé à mettre en œuvre le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#), le plan d'action des Nations Unies axé sur la transformation qui vise à relever des défis mondiaux urgents au cours des 15 années suivantes. Ce plan repose sur 17 objectifs précis liés au développement durable.

L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail est un exemple de la manière dont Statistique Canada appuie le suivi des progrès concernant les objectifs mondiaux liés au développement durable. Ce communiqué servira à mesurer les objectifs suivants :



### Note aux lecteurs

#### Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail

Le principal objectif de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est de brosser un portrait mensuel du niveau de rémunération, de l'emploi et des heures travaillées selon des catégories d'industrie détaillées, à l'échelle du pays, des provinces et des territoires.

L'emploi salarié, tel qu'il est mesuré au moyen de l'EERH, désigne le nombre d'employés recevant une rémunération ou des avantages sociaux (revenu de travail) au cours d'un mois donné. Cette enquête exclut les travailleurs autonomes, de même que les propriétaires et les associés des entreprises non constituées en société et des bureaux voués à l'exercice d'une profession libérale ainsi que les employés du secteur agricole.

Les estimations de l'EERH sont produites en intégrant les données de trois sources : un recensement d'environ 1 million de retenues salariales fournies par l'Agence du revenu du Canada; l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises, qui permet de recueillir des données auprès d'un échantillon de 15 000 établissements; et les dossiers administratifs d'emploi dans les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales fournis par ces ordres de gouvernement.

Les estimations de la rémunération et des heures de travail hebdomadaires moyennes proviennent d'un échantillon et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. La présente analyse porte sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 68 %. Les estimations de l'emploi salarié sont fondées sur un recensement de données administratives et ne sont pas sujettes à la variabilité d'échantillonnage.

Lors de chaque diffusion des données de l'EERH, les données du mois précédent sont révisées. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Statistique Canada produit aussi des estimations de l'emploi à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'EPA est une enquête-ménage mensuelle dont le principal objectif est de répartir la population en âge de travailler en trois catégories qui s'excluent mutuellement, à savoir les personnes occupées (y compris les travailleurs autonomes), les chômeurs et les inactifs. Cette enquête est la source d'information officielle concernant le taux de chômage, et elle permet de recueillir des données sur les caractéristiques sociodémographiques de l'ensemble de la population sur le marché du travail.

En raison de différences conceptuelles et méthodologiques, les estimations portant sur les variations dans l'EERH et l'EPA divergent de temps en temps. Toutefois, les tendances dont rendent compte les données sont semblables. Pour mieux comprendre les différences conceptuelles entre les estimations de l'emploi provenant de l'EPA et celles provenant de l'EERH, veuillez consulter la section 8 du Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (72-203-G).

À moins d'indication contraire, les données figurant dans le présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite les comparaisons par rapport au mois précédent, car les effets des variations saisonnières sont supprimés. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les données sur l'emploi salarié non agricole portent sur l'ensemble des salariés rémunérés à l'heure et des employés à salaire fixe, ainsi que sur la catégorie « autres salariés », qui comprend les travailleurs payés à la pièce et ceux payés seulement à la commission.

À moins d'indication contraire, les données sur le nombre moyen d'heures travaillées par semaine portent seulement sur les salariés rémunérés à l'heure et les employés à salaire fixe, et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Toutes les données sur la rémunération tiennent compte des heures supplémentaires et excluent les entreprises qui n'ont pas pu être classées selon un code du SCIAN. Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source. La rémunération hebdomadaire moyenne est obtenue en divisant les gains hebdomadaires totaux par le nombre de salariés.

### **Enquête sur les postes vacants et les salaires**

Depuis la diffusion des données d'octobre 2020, des estimations mensuelles provisoires tirées de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) sont diffusées chaque mois. Ces estimations sont désormais disponibles pour les mois de référence à partir d'avril 2015. Elles fournissent des renseignements plus actuels sur le nombre et le taux de postes vacants selon la province et le secteur d'activité.

L'EPVS est une enquête trimestrielle. L'échantillon trimestriel des emplacements commerciaux est réparti sur les trois mois de collecte du trimestre, approximativement équilibré par province et par secteur d'activité pendant chacun des trois mois. Cela permet la production d'estimations trimestrielles et mensuelles.

L'EPVS permet également de fournir des données trimestrielles exhaustives sur les postes vacants selon le secteur d'activité et les professions détaillées pour le Canada, les provinces, les territoires et les régions économiques; sur le salaire horaire offert; et sur les caractéristiques des postes vacants. Les données trimestrielles pour le deuxième trimestre et le troisième trimestre de 2020 ne sont pas offertes en raison de la suspension temporaire des opérations d'enquête dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation des données de l'EPVS dans le Guide de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires ([75-514-G](#)).

Les estimations mensuelles provisoires sont produites pour les postes vacants, les taux de postes vacants et l'emploi salarié au moyen des réponses obtenues auprès des emplacements commerciaux échantillonnés pendant le mois de référence correspondant. La période de référence de l'EPVS est le premier jour du mois respectif.

Les estimations mensuelles provisoires sont révisées et finalisées lorsque les estimations trimestrielles correspondantes sont diffusées, ou peu après. Les utilisateurs sont priés d'utiliser les données les plus à jour pour chaque mois.

Des données mensuelles désaisonnalisées sur les postes vacants sont utilisées pour la première fois dans ce communiqué et disponibles en ligne (tableaux 14-10-0406-01). Les analyses des niveaux et des taux de postes vacants à l'échelle nationale et par secteur (20 grands groupes de secteurs industriels) sont fondées sur des données désaisonnalisées. Néanmoins, les analyses des niveaux et des taux de postes vacants par province sont fondées sur des données non désaisonnalisées.

Bien que l'emploi mesuré dans le cadre de l'EPVS soit étalonné en fonction de l'emploi mesuré au moyen de l'EERH, les chiffres de l'emploi salarié tirés de l'EERH et les chiffres de l'emploi mensuels provisoires tirés de l'EPVS peuvent différer en raison des regroupements utilisés pour l'étalonnage et des différences sur le plan de la portée et des périodes de référence.

### **Tableaux de données en temps réel**

Les tableaux de données en temps réel 14-10-0357-01, 14-10-0358-01, 14-10-0331-01 et 14-10-0332-01 seront mis à jour le 9 janvier 2023.

### **Prochaine diffusion**

Les données de novembre 2022 de l'EERH et de l'EPVS seront diffusées le 26 janvier 2023.

**Tableau 1**  
**Rémunération hebdomadaire moyenne (y compris les heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés — Données désaisonnalisées**

	Octobre 2021	Septembre 2022 <sup>r</sup>	Octobre 2022 <sup>p</sup>	Septembre à octobre 2022	Octobre 2021 à octobre 2022	Septembre à octobre 2022	Octobre 2021 à octobre 2022
	dollars courants			variation en dollars courants		variation en %	
<b>Ensemble des secteurs<sup>1</sup></b>	<b>1 133,31</b>	<b>1 171,47</b>	<b>1 171,60</b>	<b>0,13</b>	<b>38,29</b>	<b>0,0</b>	<b>3,4</b>
Foresterie, exploitation et soutien	1 286,50	1 398,16	1 329,06	-69,10	42,56	-4,9	3,3
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	2 228,23	2 304,14	2 302,65	-1,49	74,42	-0,1	3,3
Services publics	1 975,14	1 933,40	2 033,29	99,89	58,15	5,2	2,9
Construction	1 400,94	1 481,67	1 454,40	-27,27	53,46	-1,8	3,8
Fabrication	1 181,21	1 247,90	1 251,35	3,45	70,14	0,3	5,9
Commerce de gros	1 331,36	1 398,41	1 419,25	20,84	87,89	1,5	6,6
Commerce de détail	669,33	704,18	696,57	-7,61	27,24	-1,1	4,1
Transport et entreposage	1 178,30	1 223,89	1 240,12	16,23	61,82	1,3	5,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 653,77	1 616,71	1 567,31	-49,40	-86,46	-3,1	-5,2
Finance et assurances	1 499,61	1 620,11	1 527,25	-92,86	27,64	-5,7	1,8
Services immobiliers, de location et de location à bail	1 189,49	1 223,03	1 264,34	41,31	74,85	3,4	6,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 541,65	1 637,79	1 626,53	-11,26	84,88	-0,7	5,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	1 488,98	1 481,80	1 531,65	49,85	42,67	3,4	2,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	973,70	949,60	956,23	6,63	-17,47	0,7	-1,8
Services d'enseignement	1 151,68	1 143,14	1 165,19	22,05	13,51	1,9	1,2
Soins de santé et assistance sociale	1 006,70	1 018,30	1 030,65	12,35	23,95	1,2	2,4
Arts, spectacles et loisirs	714,56	746,86	729,05	-17,81	14,49	-2,4	2,0
Services d'hébergement et de restauration	461,32	466,20	460,18	-6,02	-1,14	-1,3	-0,2
Autres services (sauf les administrations publiques)	950,32	975,16	994,41	19,25	44,09	2,0	4,6
Administrations publiques	1 484,06	1 517,68	1 514,69	-2,99	30,63	-0,2	2,1
<b>Provinces et territoires</b>							
Terre-Neuve-et-Labrador	1 101,74	1 155,64	1 165,18	9,54	63,44	0,8	5,8
Île-du-Prince-Édouard	944,35	985,53	984,50	-1,03	40,15	-0,1	4,3
Nouvelle-Écosse	990,34	1 000,59	1 033,15	32,56	42,81	3,3	4,3
Nouveau-Brunswick	1 006,75	1 068,62	1 068,44	-0,18	61,69	-0,0	6,1
Québec	1 074,54	1 117,19	1 123,07	5,88	48,53	0,5	4,5
Ontario	1 169,71	1 202,28	1 200,69	-1,59	30,98	-0,1	2,6
Manitoba	1 031,96	1 066,33	1 075,20	8,87	43,24	0,8	4,2
Saskatchewan	1 120,01	1 154,13	1 144,25	-9,88	24,24	-0,9	2,2
Alberta	1 220,28	1 264,89	1 259,32	-5,57	39,04	-0,4	3,2
Colombie-Britannique	1 136,85	1 171,18	1 169,06	-2,12	32,21	-0,2	2,8
Yukon	1 324,55	1 330,79	1 349,35	18,56	24,80	1,4	1,9
Territoires du Nord-Ouest	1 587,66	1 556,03	1 554,21	-1,82	-33,45	-0,1	-2,1
Nunavut	1 492,26	1 586,96	1 574,73	-12,23	82,47	-0,8	5,5

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

**Note(s)** : Les données sur la rémunération correspondent à la rémunération brute avant les retenues à la source.**Source(s)** : Tableau [14-10-0223-01](#).



**Tableau 2**  
**Nombre d'employés — Données désaisonnalisées**

	Octobre 2021	Septembre 2022 <sup>r</sup>	Octobre 2022 <sup>p</sup>	Septembre à octobre 2022	Octobre 2021 à octobre 2022	Septembre à octobre 2022	Octobre 2021 à octobre 2022
	milliers		variation en milliers		variation en %		
<b>Ensemble des secteurs<sup>1</sup></b>	<b>16 899,5</b>	<b>17 700,2</b>	<b>17 694,8</b>	<b>-5,4</b>	<b>795,3</b>	<b>-0,0</b>	<b>4,7</b>
Foresterie, exploitation et soutien	37,5	37,7	37,4	-0,3	-0,1	-0,7	-0,3
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	194,5	209,0	208,9	-0,1	14,5	-0,0	7,4
Services publics	126,1	130,3	129,7	-0,6	3,6	-0,4	2,9
Construction	1 074,5	1 136,0	1 134,9	-1,1	60,4	-0,1	5,6
Fabrication	1 531,7	1 557,9	1 555,9	-2,0	24,2	-0,1	1,6
Commerce de gros	796,2	818,1	815,6	-2,6	19,4	-0,3	2,4
Commerce de détail	1 982,5	2 021,4	2 019,5	-1,9	36,9	-0,1	1,9
Transport et entreposage	771,2	812,9	814,9	2,0	43,7	0,2	5,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	366,9	389,7	389,6	-0,1	22,7	-0,0	6,2
Finance et assurances	776,7	814,9	817,7	2,8	40,9	0,3	5,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	269,2	287,6	286,7	-0,9	17,5	-0,3	6,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 081,6	1 185,7	1 192,2	6,5	110,6	0,5	10,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	121,9	119,3	122,7	3,4	0,7	2,8	0,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	799,8	832,0	829,3	-2,6	29,6	-0,3	3,7
Services d'enseignement	1 353,7	1 406,1	1 402,3	-3,8	48,6	-0,3	3,6
Soins de santé et assistance sociale	2 167,8	2 233,4	2 238,9	5,5	71,1	0,2	3,3
Arts, spectacles et loisirs	263,6	298,1	294,6	-3,5	31,0	-1,2	11,7
Services d'hébergement et de restauration	1 163,8	1 277,6	1 280,8	3,2	117,0	0,2	10,1
Autres services (sauf les administrations publiques)	520,9	546,6	541,7	-4,9	20,8	-0,9	4,0
Administrations publiques	1 186,4	1 227,5	1 234,2	6,7	47,8	0,5	4,0
<b>Provinces et territoires</b>							
Terre-Neuve-et-Labrador	210,3	218,5	218,6	0,2	8,3	0,1	4,0
Île-du-Prince-Édouard	71,2	75,2	75,2	-0,1	4,0	-0,1	5,6
Nouvelle-Écosse	423,8	440,9	439,9	-1,0	16,1	-0,2	3,8
Nouveau-Brunswick	332,8	347,4	347,8	0,3	15,0	0,1	4,5
Québec	3 851,9	4 006,4	4 007,3	0,9	155,4	0,0	4,0
Ontario	6 527,0	6 848,9	6 846,0	-3,0	319,0	-0,0	4,9
Manitoba	610,5	633,2	632,4	-0,9	21,9	-0,1	3,6
Saskatchewan	486,6	498,4	497,8	-0,7	11,2	-0,1	2,3
Alberta	1 952,9	2 062,2	2 059,2	-2,9	106,4	-0,1	5,4
Colombie-Britannique	2 363,5	2 497,3	2 498,4	1,1	134,9	0,0	5,7
Yukon	23,6	24,1	24,0	-0,1	0,5	-0,5	1,9
Territoires du Nord-Ouest	26,4	27,4	27,8	0,3	1,4	1,2	5,1
Nunavut	19,2	20,1	20,5	0,4	1,3	1,9	6,8

r révisé

p provisoire

1. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.

Source(s) : Tableau 14-10-0223-01.

**Tableau 3**  
**Postes vacants et taux de postes vacants, données non désaisonnalisées<sup>1</sup>**

	Octobre 2022 <sup>P</sup> Employés salariés <sup>2</sup>	Octobre 2022 <sup>P</sup> Postes vacants	Octobre 2022 <sup>P</sup> Taux de postes vacants
	milliers		%
<b>Ensemble des secteurs<sup>3</sup></b>	<b>17 043,0</b>	<b>902,6</b>	<b>5,0</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	270,9	9,3	3,3
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	212,2	8,9	4,0
Services publics	131,9	2,8	2,1
Construction	1 205,2	71,4	5,6
Fabrication	1 572,2	79,0	4,8
Commerce de gros	819,4	31,9	3,7
Commerce de détail	2 035,4	114,7	5,3
Transport et entreposage	818,3	53,3	6,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	389,8	16,1 <sup>E</sup>	4,0 <sup>E</sup>
Finance et assurances	816,1	33,2 <sup>E</sup>	3,9 <sup>E</sup>
Services immobiliers, de location et de location à bail	293,5	12,1	3,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 191,0	63,3	5,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	118,9	3,6 <sup>E</sup>	2,9 <sup>E</sup>
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	852,8	46,7	5,2
Services d'enseignement	1 336,4	23,9	1,8
Soins de santé et assistance sociale	2 242,1	148,4 <sup>E</sup>	6,2 <sup>E</sup>
Arts, spectacles et loisirs	324,1	13,7	4,0
Services d'hébergement et de restauration	1 327,7	123,6	8,5
Autres services (sauf les administrations publiques)	552,1	33,5	5,7
Administrations publiques <sup>4</sup>	533,1	13,5	2,5
<b>Provinces et territoires</b>			
Terre-Neuve-et-Labrador	207,5	8,5	3,9
Île-du-Prince-Édouard	71,7	3,0	4,0
Nouvelle-Écosse	415,3	22,0	5,0
Nouveau-Brunswick	339,5	14,7	4,2
Québec	3 853,1	217,8	5,3
Ontario	6 595,4	336,6	4,9
Manitoba	603,7	28,0	4,4
Saskatchewan	496,8	23,5	4,5
Alberta	1 999,3	108,0	5,1
Colombie-Britannique	2 403,3	135,5	5,3
Yukon	19,9	1,4	6,6
Territoires du Nord-Ouest	21,8	2,9 <sup>E</sup>	11,7 <sup>E</sup>
Nunavut	15,8	0,7 <sup>E</sup>	4,2 <sup>E</sup>

<sup>P</sup> provisoire

<sup>E</sup> à utiliser avec prudence

1. Les estimations sont provisoires jusqu'à ce que les données trimestrielles connexes soient diffusées.
2. Les estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur les postes vacants et les salaires (EPVS) peuvent différer des estimations de l'emploi tirées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail en raison du regroupement pour le calage et des différences de couverture et de période de référence. De plus, les données de l'EPVS ne sont pas désaisonnalisées.
3. La répartition sectorielle est fondée sur la version 3.0 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2017.
4. À l'exclusion des administrations publiques provinciales, territoriales et fédérale; ainsi que des organismes publics internationaux et autres organismes publics extraterritoriaux.

Source(s) : Tableaux 14-10-0371-01 et 14-10-0372-01.

**Tableaux disponibles :** [14-10-0201-01](#), [14-10-0203-01](#), [14-10-0205-01](#), [14-10-0209-01](#), [14-10-0211-01](#), [14-10-0213-01](#), [14-10-0214-01](#), [14-10-0216-01](#), [14-10-0218-01](#), [14-10-0220-01](#) à [14-10-0223-01](#) , [14-10-0255-01](#), [14-10-0371-01](#), [14-10-0372-01](#) et [14-10-0406-01](#).

**Définitions, source de données et méthodes :** numéros d'enquête [2612](#) et [5217](#).

Il est possible d'obtenir de plus amples renseignements sur les concepts et l'utilisation de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail dans le *Guide de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* ([72-203-G](#)).

Le produit « [La rémunération et l'emploi salarié en bref : appli interactive](#) » ([14200001](#)) est maintenant accessible. Cette application interactive de visualisation de données permet de brosser un portrait détaillé du marché du travail canadien à l'aide des données les plus récentes de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail. Les estimations sont désaisonnalisées et sont offertes selon la province et le principal secteur d'activité. L'application comprend également des estimations historiques remontant à 10 ans. Elle permet aux utilisateurs d'explorer et de personnaliser rapidement et aisément l'information présentée. Il est possible de combiner plusieurs provinces et secteurs d'activité afin de créer ses propres domaines d'intérêt associés au marché du travail.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias ([statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca](mailto:statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca)).